Document generated on 07/03/2025 8:47 p.m.

Recherches sociographiques

Serge GAGNON, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*

Guy Massicotte

Volume 20, Number 2, 1979

Les politiques et l'état

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055844ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055844ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Massicotte, G. (1979). Review of [Serge GAGNON, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*]. *Recherches sociographiques*, *20*(2), 279–282. https://doi.org/10.7202/055844ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1979

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Dans la mesure où on peut en juger, l'information des auteurs apparaît sûre. Notons quand même quelques imprécisions : le 41.9% des votes qui est accordé à l'Union nationale en 1966 semble un peu soufflé (p. 25), et Gérald Fortin est un professeur de sociologie et non de sciences politiques (p. 89). Ces petites erreurs sont largement compensées par des passages tout particulièrement réussis : le portrait de Paul Desrochers ; la présentation de l'enquête du Social Research Inc. de Chicago dont les résultats furent importants, dans le Parti libéral, à la veille de la course au leadership, en 1969 ; l'étude de la pensée de Camille Laurin à travers ses écrits, etc.

Même si le livre est centré sur les personnages de Bourassa et de Lévesque, les auteurs se sont bien gardés d'expliquer la politique et les élections au Québec, de 1966 à 1977, par le recours au facteur personnel. Les interprétations qu'ils présentent sont plus complexes et plus nuancées. Ils ont toutefois un peu trop tendance à voir les débats politiques et les consultations populaires comme étant dominés par les élites, politiques ou autres. Est-ce bien sûr, par exemple, comme ils l'affirment dès la page 21, que l'allégeance de la nouvelle classe moyenne a été un facteur décisif pour gagner l'appui électoral de centaines de milliers d'autres Québécois ? Ces électeurs auraient suivi la direction indiquée par la nouvelle classe moyenne parce qu'ils auraient reconnu en elle les nouveaux dirigeants de la société. On pourrait discuter longuement une affirmation aussi grosse, qui laisse entendre entre autres que la nouvelle classe moyenne a *une* allégeance et que son influence sur les électeurs est déterminante.

Le dernier chapitre présente des vues prospectives plutôt que rétrospectives. C'est devenu la façon habituelle de conclure les ouvrages du genre. Le malheur est que de telles conclusions vieillissent vite, et souvent mal. Malgré cette fin chancelante le livre de Don et de Vera Murray demeurera sans doute un des meilleurs à avoir été écrit sur les dix premières années politiques de notre dernier tiers de siècle.

Vincent LEMIEUX

Département de science politique,
Université Laval.

Serge GAGNON, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1978, vii+474p. (« Les cahiers d'histoire de l'Université Laval ».)

> « L'Histoire est une forge. Sur l'enclume du passé, chaque génération bat de son marteau et fait des gerbes d'étincelles. »
>
> (Pierre DANINOS.)

On peut concevoir une forme de pratique historiographique — distinguons tout de suite qu'historiographie désigne l'étude du discours historique, ainsi que ce discours en tant qu'il est objet d'étude, alors que le mot histoire renvoie à la vie de l'homme dans le temps et à la représentation que l'on s'en fait — une historiographie, donc, qui serait d'abord épistémologique, et une autre plutôt historique ou sociologique.

Certes, comme le dit Gagnon, une histoire du discours historique qui étudierait « les idées sans en rechercher la genèse et leur influence sur la société » confondrait « sociologie du savoir et, d'autre part, méthodologie et épistémologie de la connaissance » (p. 1). Il n'empêche que dans une perspective purement méthodologique ou épistémologique, le recours au passé, et non seulement au jugement des œuvres les unes vis-à-vis des autres, mais aussi aux filiations conceptuelles qui les relient entre elles à divers niveaux de leur composition, est un exercice des plus nécessaire pour la

compréhension de ce que l'on fait quand on écrit une œuvre historique. Mais alors ce n'est pas d'histoire des idées qu'il s'agit, même de celle couramment pratiquée en Amérique du Nord, c'est d'épistémologie, de méthodologie, s'appuyant non seulement sur la réflexion pure, ou sur l'exercice concret du métier d'historien, mais aussi sur les pratiques des historiens antérieurs.

Le Québec et ses historiens ne se situe pas dans cette perspective. Encore que comme tout travail d'historien bien fait, davantage peut-être s'il met en cause la pratique historique elle-même, il ne peut être inutile à l'historien plus soucieux de bien comprendre et de bien faire son métier que de connaître et de comprendre en quoi il consistait, à un moment donné du temps et de l'espace, en termes de production textuelle et de fonction sociale.

Que nous apprend précisément le livre de Serge Gagnon en se plaçant du point de vue de l'histoire et de la sociologie? Il nous parle bien sûr des historiens canadiens-français ayant étudié la Nouvelle-France à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e}, de leurs œuvres, de l'idée qu'ils se faisaient du passé qu'ils étudiaient, de leur conception de l'histoire. Il nous informe également des liens qu'il est possible de dégager entre le discours historique et les autres discours, politiques, sociaux, religieux, entre le discours et ses sources et ses techniques de composition, et enfin, entre le discours et la société, dans sa matérialité et sa mentalité.

Gagnon insiste beaucoup dans son « Introduction » et de-ci, de-là dans le cours de son analyse de la production historique consacrée à la Nouvelle-France sur les cadres sociaux de la connaissance, sur les liens qui tiennent en faisceau l'idée que l'on se fait du présent et de l'avenir avec celle que l'on se fait du passé, et l'ensemble de ce complexe d'idées et de représentations avec la totalité sociale dans laquelle il s'élabore et prend forme. Même s'il est conscient que les carences de l'historiographie limitent ses possibilités d'interprétation : « Faute de connaissances précises sur la société québécoise de la seconde moitié du XIX^{e} siècle, il est difficile d'avancer des hypothèses visant à saisir la relation entre société, lutte sociale et historiographie. » (P. 224.) Ce qui ne l'empêche pas, quand cela lui paraît possible, de relier la position des acteurs dans la société globale avec leur vision de l'histoire. Par exemple : « Dans leur vision rêvée de la société globale, une fraction majoritaire du clergé et des classes moyennes souhaitait l'extension d'une paysannerie gouvernée par un État paternaliste où régnerait la subordination du trône à l'autel catholique. Voilà pourquoi on a vu en Champlain un apôtre de l'idéal missionnaire et de la colonisation agricole. » (P. 171.) On pourrait aligner les citations de cette sorte puisque tout le travail de Gagnon vise à expliquer le contenu des œuvres par l'environnement social, dans la mesure où cela paraît vraisemblable et possible. Ce qui le confronte à deux catégories d'opposants.

Ceux qui estiment que l'histoire est une science, que le propre de la science est de se libérer de ce qui est étranger à ses finalités, c'est-à-dire la recherche de la vérité, et qu'une histoire de l'histoire devrait plutôt porter sur cet aspect que sur l'autre. Admettons que l'épistémologie de la discipline historique n'est pas très univoque et qu'il n'est par conséquent pas facile de distinguer dans un courant historiographique ce qui tend vers la scientificité et ce qui s'enracine dans la contemporanéité de l'écriture. Admettons aussi que, nonobstant la pertinence d'une vision plus idéaliste de la pratique historique, il faut bien le dire et le reconnaître : l'histoire est une pratique idéologique sophistiquée et, n'eût été l'introduction de l'esprit critique, de la conceptualisation et de la scientificité dans l'idéologie, le problème des rapports entre l'histoire et sa connaissance critique, conceptuelle et scientifique ne se serait jamais posé. Gagnon a écrit son livre à une époque où l'on découvrait au Québec l'épistémologie historique qui mettait en valeur le caractère social de la fabrication du discours historique. Il est donc normal qu'il se soit attaché à cette dimension effectivement dominante dans l'écriture de l'histoire, surtout à l'époque où se situe le matériel étudié, la fin du XIX^{e} siècle, où l'esprit critique et l'érudition tiennent lieu de scientificité.

Deuxième catégorie d'opposants : ceux pour qui l'histoire est une connaissance de premier niveau, descriptive et analytique, mais qui se refuse à englober des faits dans des appareils conceptuels qui les expliquent en faisant appel à des phénomènes plus généraux ou plus fondamentaux. C'est ici, évidemment, que se profile toute la querelle sur les faits uniques et les faits

généraux, l'influence de la philosophie de l'histoire et, plus récemment, les rapports entre histoire et sciences sociales. Non seulement Gagnon se propose-t-il d'étudier le discours historique par rapport à son lieu d'origine et à sa fonction sociale plutôt que par rapport à son objet, en l'occurrence la Nouvelle-France, et à sa fonction scientifique, mais encore doit-il le faire en conjuguant histoire et sociologie, dans la mesure où ce type d'approche appartient à la sociologie ou tout au moins à une approche sociologique. C'est ici toute l'histoire des idées, comme le voit très bien Gagnon, qui est en cause : peut-on faire l'histoire des idées, en les étudiant non pas selon leur valeur en soi, mais par rapport à leur contexte, sans tomber dans la sociologie ?

Tout le problème, bien sûr, est dans le degré de formalisation théorique de l'appareil conceptuel et méthodologique. Non seulement parce que la sociologie s'est davantage développée dans ce sens, et que l'histoire doit se hâter de l'imiter, mais parce que la fin ultime de la sociologie est l'élaboration d'une théorie — ici la production sociale de l'historiographie — alors que la fin ultime de l'histoire est l'explication d'une réalité particulière — ici le discours historique consacré à la Nouvelle-France et produit au Québec dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle — en fonction, estimons-nous pertinent d'ajouter, de l'élucidation de l'historicité, c'est-à-dire du passage du temps vers un avenir à inventer.

On ne pourra comprendre le discours historique dans son environnement social sans une explication théorique, sans des concepts qui intègrent les idées créées et les cadres sociaux de la connaissance. Mais ces concepts doivent rester au second plan, servir de fondation implicite à l'analyse, puisque la finalité n'est pas l'explication du concept, mais la compréhension d'une matière donnée grâce à un appareil conceptuel.

D'aucuns estimeront sans doute, à cet égard, que l'ouvrage pèche par manque d'approfondissement théorique. Comment en serait-il autrement quand tout effort de théorisation en histoire est aussitôt récupéré et jugé à l'aune de la sociologie ou de quelqu'autre science sociale, alors qu'il y faudrait une théorie adaptée à son objet, concret et circonstancié, et à sa problématique propre, s'enracinant nécessairement dans une préoccupation actuelle ? On pourra chicaner par exemple le regroupement des textes en hagiographies, biographies de héros, synthèses spécialisées et synthèses générales, en arguant qu'une présentation par thèmes référant à des fonctions sociales précises eut été plus éclairante. On pensera aussi que le postulat d'une histoire produite par un groupe social dominant, le clergé, la petite bourgeoisie professionnelle, et exprimant par conséquent sa vision élitiste, agricole et cléricale, providentialiste de la société et de l'histoire, eut gagné par l'explication de la médiation institutionnelle. N'est-il pas vrai que la relation structure sociale/idéologies passe par les institutions et les organisations, et que l'historien qui s'occupe des productions discursives particulières aurait intérêt à se centrer sur les lieux immédiats de leur production ? Toute œuvre porte la marque de l'individu, de la société et du milieu institutionnel dans lequel elle est créée. La temporalité que recherche l'historien entre l'individu et la société est peut-être celle des institutions.

On pourrait croire également que l'ouvrage de Gagnon nous informe davantage sur la structure sociale en partant du discours historique qu'il nous explique celui-ci par celle-là. Il n'y a là d'ailleurs rien à redire ; puisque la société explique l'œuvre, celle-ci doit bien refléter la société. Il y aurait même lieu de pousser davantage dans ce sens, d'être moins tributaire des postulats de l'approche sociologique et de reconnaître que le discours, en tant qu'expression de la société, nous l'explique autant qu'il nous est expliqué par elle. Après une histoire du discours à travers la société, pourquoi pas une histoire sociale par l'entremise du discours historique ?

Enfin, l'histoire doit demeurer la science du changement dans le temps, même quand elle se prend elle-même pour son objet, et non la science des réalités du temps ; c'est pourquoi l'événement-charnière, générateur d'avenir, doit être au cœur de toutes ses analyses. Certes, la dernière partie de l'ouvrage, « les synthèses générales : lieu privilégié des représentations globales » ; « François-Xavier Garneau : la conscience historique de la petite bourgeoisie canadienne-française au cours des réalignements des années 1840 » (p. 288) ; « la Nouvelle-France, de l'abbé Ferland, ou le support

idéologique de l'ascension des clercs » (p. 324); « Benjamin Sulte ou la défaite des historiens anticléricaux » (p. 348); « Lionel Groulx : *la Naissance d'une race* ou l'utopie de l'unanimité » (p. 392), marque les étapes de l'évolution de la conscience historique, dans ses relations avec sa propre historicité. Mais comment se situe cette historiographie par rapport à nous ? Ces œuvres, analysées par Gagnon avec beaucoup d'érudition, de finesse, de sagacité, qui s'articulent si bien à la société, comment interfèrent-elles avec notre histoire à nous ? Une historiographie produite nous permet d'échapper à cette question. Mais une historiographie qui se réécrit sans cesse, pour exprimer les nouvelles structures et les nouvelles conjonctures, n'est pas nécessairement passive. L'historien exprime et fabrique son époque, dans son état et son devenir : telle fut la fonction sociale de ceux dont nous parle Gagnon ; de même l'historien de l'histoire : il construit l'image de notre représentation du passé et, partant, celle de l'avenir. Ou devrait le faire.

Au fond, comme la plupart des travaux des historiens actuels, l'ouvrage de Gagnon n'est pas assez sociologique pour être de la sociologie et trop sociologique pour être de l'histoire. Il reflète en cela toute la culture actuelle qui s'enlise dans une scientificité qui témoigne de la manière dont nous souffrons du poids des déterminismes qui nous submergent, et qui encourage tout à la fois l'impuissance où nous sommes d'utiliser la connaissance des déterminations que nous procure la science pour les maîtriser et créer une histoire selon nos vœux. Plus profondément, cette culture prolifère dans le vide où nous plonge notre désespoir collectif. L'homme occidental est un apprenti-sorcier qui n'est que trop conscient d'avoir conduit l'humanité au bord de l'abîme. Il est à la fois paradoxal et symptomatique qu'au moment où nous découvrons que chaque époque construit son histoire en fonction de sa situation dans le temps, il ne se trouve plus personne pour nous en construire une qui nous dessine un avenir.

Guy MASSICOTTE

Bureau de recherche et développement,
Université du Québec à Rimouski.

Fernand HARVEY, *Révolution industrielle et travailleurs*, Montréal, Boréal Express, 1978, 350p.

Le mouvement ouvrier québécois n'a conservé ni la mémoire de ses luttes, ni des archives qui permettraient à l'historien d'en dessiner les contours exacts. Aborder le XIX^{e} siècle n'est donc pas un exercice facile pour celui qui prétend rendre compte des effets de la révolution industrielle sur les travailleurs. Les sources n'émanent jamais directement des organisations ouvrières elles-mêmes, mais d'enquêtes étatiques ou de philanthropes éclairés.

Dans son ouvrage, *Jean-Baptiste Gagnepetit ou les travailleurs montréalais à la fin du XIX^{e} siècle* (Montréal, L'Aurore, 1975), Jean DE BONVILLE s'inquiétait déjà de telles lacunes mais suggérait astucieusement d'aller chercher aux États-Unis, dans les archives des Chevaliers du travail, par exemple, les précieux renseignements qui nous permettraient de reconstituer les épisodes québécois du mouvement nord-américain des travailleurs. Fernand Harvey pour sa part a plutôt choisi d'exploiter systématiquement les travaux d'une enquête menée par l'État canadien sur ses travailleurs. Il s'agit évidemment de la célèbre Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail mise en orbite par l'Honorable MacDonald en 1886.

Richard DESROSIERS et Denis HÉROUX dans *Le travailleur québécois et le syndicalisme* (Les presses de l'Université du Québec, 1973) ont pourtant souligné le caractère tronqué des témoignages effectués devant ladite Commission. En effet, celle-ci commence ses travaux à Toronto en 1887 et adopte alors un ton antisyndical si évident que de nombreux ouvriers refusent tout simplement de s'y présenter. En 1888, quand les commissaires se déplacent à Montréal, un discrédit certain plane déjà au-dessus de leur tête.